

Taiwan : acquis, dilemmes et défis des mouvements sociaux

Hsin-Huang Michael Hsiao¹

Taiwan a été le témoin du rôle crucial des mouvements sociaux dans les processus de transformation démocratique. Après la levée en 1987 de près de quatre décennies de loi martiale, les organisations sociales ont tenté d'œuvrer à une véritable démocratisation. Leurs bras de fer avec les gouvernements successifs – du DPP « démocratique » comme du KMT « conservateur » – se sont soldés par un grand nombre de déconvenues.

Comme les nombreuses autres nouvelles démocraties de la troisième vague en Asie-Pacifique, Afrique, Amérique latine et au Moyen-Orient, Taïwan a été le témoin du rôle crucial de la société civile dans les processus historiques de transformation et de consolidation démocratique à l'œuvre depuis les années 1980. Les associations protestataires et revendicatives en matière d'écologie, d'égalité des sexes, de droits de l'homme et des minorités, d'autonomie universitaire et de liberté de religion ont ainsi suscité et favorisé la libéralisation politique sans précédent du régime autoritaire du Parti nationaliste chinois (Kuomintang, KMT). Elles ont participé au desserrement du contrôle strict sur tous les aspects de la société et aux réformes politiques, comme la levée en juillet 1987 de près de quatre décennies de loi martiale.

Une vague de mouvements sociaux politisés a déferlé, après que la loi martiale ait pris fin. Les ouvriers, les agriculteurs, les

1. Chercheur émérite, directeur de l'Institut de sociologie (Academia Sinica, Taipei), membre du conseil éditorial du *International Journal of Comparative Sociology*.

enseignants, le groupe ethnique Hakka, la classe moyenne inférieure urbaine, les ex-prisonniers politiques et les exilés interdits de retour jusque-là sont devenus les nouveaux acteurs de la société civile taïwanaise. En comparaison, les ONG axées sur le caritatif se sont moins impliquées dans l'activisme politique et la confrontation avec le régime autoritaire que dans l'aide aux pauvres et les services directs aux plus nécessiteux... Par conséquent, cet article sur la société civile taïwanaise va traiter essentiellement des luttes qui ont pris la forme de mouvements sociaux organisés.

Dans les années 1990, après l'ouverture politique susmentionnée, les militants et les organisations sociales se sont mobilisés pour plus d'avancées cruciales dans la démocratisation institutionnelle : légalisation des partis politiques, liberté de la presse, amendements constitutionnels visant à accorder la liberté d'expression et d'association, à redéfinir le statut politique de Taïwan vis-à-vis de la Chine et à reconstruire l'identité nationale du peuple taïwanais. Bien entendu, ces mouvements se sont également heurtés à une certaine résistance et à des actions revanchardes d'un régime hésitant encore à se transformer.

Cependant, de nombreux intellectuels, partisans des réformes et militants de diverses organisations axées sur les droits de l'homme, les minorités, le travail, l'environnement, le bien-être, et l'éducation ont maintenu la pression, pour une institutionnalisation plus démocratique, sans se laisser intimider par l'autoritarisme du pouvoir. Le climat social et l'opinion publique étaient également, à ce moment critique, plutôt favorable au mouvement pour la démocratie. En conséquence, la société civile pro-démocratie s'est fait entendre jusque sur la scène politique, en soutenant ouvertement le parti d'opposition (Parti du progrès démocratique, DPP) sur de multiples fronts.

Dilemme « démocratique » et trahison du DPP

En 2000, Taïwan a vécu un moment historique : le premier parti démocratique né sur l'île, le DPP, a remporté l'élection présidentielle et bénéficié du premier « changement de régime » pacifique, ordonné et constitutionnel de l'histoire politique du pays. Cela n'aurait pas été possible sans le soutien et la campagne de nombreuses organisations sociales et de leurs militants. D'un autre côté, l'objectif du mouvement pro-démocratique tel que défini et porté par la société

civile n'aurait pas pu être atteint sans la mobilisation politique et l'organisation du parti d'opposition DPP.

Par la suite, la trajectoire de la société civile contestataire est entrée dans une phase plutôt délicate et assez différente. Après une courte lune de miel avec le nouveau gouvernement du DPP, les fortes attentes en matière de réformes politiques ont induit assez rapidement une frustration collective et un net ressentiment au sein des organisations sociales à l'égard d'un pouvoir jugé inefficace. Sans contrôle majoritaire du législatif, le DPP était trop faible pour surmonter la résistance du KMT au changement.

Mais surtout, le ralentissement économique de 2002 et les pressions des élites capitalistes et des entreprises contraignirent le gouvernement du DPP à renoncer à son plan original de mesures environnementales, de redistribution sociale, de réformes fiscales et de droits des travailleurs. Le tournant conservateur de l'administration DPP visant à chercher un compromis politique a été perçu par plusieurs organisations progressistes de la société civile pour l'emploi, l'environnement et le bien-être comme une trahison des engagements moraux et des promesses de campagne.

Parallèlement, le DPP échoua également à mettre sur pied une « justice transitionnelle » en quête de vérité sur les crimes commis durant le passé autoritaire de Taïwan, à punir les responsables et à restaurer ainsi une certaine confiance politique et sociale à l'égard du gouvernement. Dans l'esprit des intellectuels critiques et des militants, bien que de nombreuses victimes des décennies de « *terreur blanche* » et d'autoritarisme sous la loi martiale aient été reconnues et même compensées financièrement par l'État sous le DPP, la justice n'a toujours pas été rendue. Par conséquent, les relations entre les deux anciens « alliés », la société civile et le parti démocratique, se sont nettement détériorées et tendues pour le reste des deux mandats du DPP, jusqu'en 2008.

De son côté, le KMT, hors du pouvoir durant ces années 2000-2008, a maintenu ses positions conservatrices et les anciennes relations conflictuelles avec les mouvements progressistes n'ont guère rencontré de volonté d'amélioration. Les militants des mouvements sociaux ne pouvaient de fait laisser derrière eux leur expérience de lutte contre l'autoritarisme du KMT des vingt dernières années. Ce dernier, vaincu mais toujours conservateur, n'a pu regagner leur confiance. À l'instar d'autres nouvelles démocraties post-communistes, aucune coalition entre les organisations contestataires et

l'ancien parti dominant n'a donc été formée. Si les rapports avec le nouveau gouvernement démocratique ont pu être considérés, par la société civile, comme une nouvelle « tutelle » doublée d'une expérience « amère », les interactions avec l'ancien parti autoritaire n'ont pas évolué, en raison d'une méfiance mutuelle fortement enracinée.

Ironie de l'histoire, la réussite du premier changement de régime démocratique n'a pas abouti sur les profondes réformes sociales et politiques souhaitées par les organisations et mouvements sociaux qui l'ont suscité. Pour de nombreux dirigeants de la société civile, le chemin vers une véritable démocratie consolidée à Taïwan demeure long et difficile. Tandis que les luttes de la société civile se poursuivaient, le premier gouvernement démocratique DPP n'a pas réussi à se maintenir au pouvoir lors de l'élection présidentielle de 2008, et le KMT l'a repris. Les deux anciens rivaux restent donc en vis-à-vis, après ce deuxième changement de régime.

Retour du KMT et inégalités sociales

Peu de temps après sa réinstallation au pouvoir, le KMT a cherché à inverser la tendance promue par le DPP, en mettant en œuvre une série de politiques conservatrices : légalisation des casinos, allègement des systèmes nationaux de retraite par l'exemption des agriculteurs, contrôle accru sur la télévision publique, augmentation du nombre d'officiers militaires sur le terrain, approbation des congés obligatoires sans solde pour relever le défi de la récession mondiale, et même, purge d'anciens fonctionnaires gouvernementaux par le biais de poursuites judiciaires abusives. Pour les militants sociaux, ce fut une expérience déprimante de voir Taïwan retomber sous l'emprise du régime autoritaire. Ses mesures de droite ont galvanisé les écologistes, les activistes sociaux, les syndicalistes, les défenseurs des droits de l'homme, de la réforme des médias, les groupes actifs sur les politiques judiciaires et éducatives, etc.

Un incident particulier a choqué l'opinion publique, provoqué la colère des militants et détérioré davantage encore les relations entre la société civile et le KMT. En novembre 2008, le gouvernement du KMT, dans l'espoir d'améliorer ses relations avec la Chine, a déployé la police contre sa propre population, en accordant à l'émissaire chinois une protection excessive. L'ordre a été donné par les forces de police, de ne pas hisser le drapeau national dans les zones proches du Grand Hôtel de Taipei, où le dignitaire chinois séjournait. Les droits démocratiques des citoyens à la liberté

d'expression (pour critiquer l'accord KMT-PCC et questionner la politique d'« Une seule Chine » de Pékin) et au rassemblement (pour exprimer leur mécontentement face à la visite de l'émissaire) ont été clairement interdits avant et pendant cette visite.

Les mêmes lourdes mesures de sûreté ont été prises lorsque le même émissaire chinois a de nouveau rendu visite à Taipei en août 2012 et des protestations tout aussi conflictuelles ont eu lieu. Ce qui a donc été particulièrement décisif dans la réapparition des manifestations en faveur de la démocratie, c'est la promulgation par le KMT de politiques réactionnaires et l'insistance sur ses positions prochinoises, au risque d'hypothéquer les valeurs et les principes qui ont guidé la transformation démocratique depuis les années 1980.

Le retour du KMT au pouvoir a donc clairement imprimé une tournure conservatrice à cette phase post-démocratisation de la société taïwanaise. L'un des changements les plus spectaculaires dans les relations État-société civile a été l'interférence du « facteur chinois ». Le KMT a commencé à prendre une position politique prochinoise dès 2005, en vue d'établir une alliance KMT-PCC pour contrebalancer, voire isoler le DPP alors au pouvoir. Ce fut une tactique politique efficace : le gouvernement DPP s'est retrouvé menacé de l'intérieur comme de l'extérieur. Et il n'a pas réussi à négocier d'accord avec la Chine pour stabiliser la tension entre les deux rives. La société civile taïwanaise a également ressenti les effets négatifs croissants de la Chine sur la normalisation des partis politiques, la régulation des rapports entre l'État et le monde des affaires et l'aggravation des inégalités sociales dans la nouvelle démocratie.

L'impact de la Chine est devenu plus sérieux encore après que le KMT ait signé avec elle le controversé Accord-cadre de coopération économique (ECFA) en juin 2010, sans passer par la procédure régulière de débat au sein du pouvoir législatif et sans délibération publique avec les organisations concernées de la société civile. Cela a augmenté la méfiance du public et généré des problèmes en chaînes : baisse des investissements directs étrangers, hausse du chômage, accroissement des inégalités sociales et intensification des conflits de classes... Autant d'enjeux sur lesquels les organisations sociales se sont mobilisées en permanence.

Deux ans après la signature de cet accord-cadre, tout confirme que l'« alliance contre-nature » du conservateur KMT, de la classe des grands capitalistes taïwanais et de la Chine communiste,

guidés par leurs intérêts politiques et économiques respectifs, s'est réalisée au détriment des classes inférieures, des agriculteurs, des ouvriers et des petits employés. Les mouvements sociaux remettent plus que jamais en question la politique biaisée du KMT. L'érosion de l'identité nationale, le nationalisme agressif de la Chine qui insiste sur l'« unification », la dépendance accrue de Taïwan à l'égard des politiques de marché chinoises sont autant de motifs d'inquiétude et de mécontentement social.

En outre, de nombreux intellectuels, des observateurs des réformes judiciaires, les militants des droits de l'homme, les mouvements de défense des femmes, les dirigeants syndicaux et les militants pour la démocratie ont tous exprimé ouvertement leurs fortes préoccupations à l'égard du recul démocratique de ces dernières années et directement critiqué les conséquences des liens plus étroits entre l'État autoritaire et révisionniste du KMT et le régime antidémocratique du PCC.

Quelques nouveaux groupes de la société civile se sont mis en place pour surveiller de près le cours des relations entre les deux rives, l'enjeu étant que les intérêts nationaux de Taïwan, la démocratie et les droits humains ne soient pas compromis ou sacrifiés sous l'influence croissante de la Chine. Cette préoccupation des organisations sociales est en soi une nouveauté. L'une de ces nouvelles organisations est l'Alliance of Cross-Strait Agreements Watch. Une autre, en vue, s'appelle les Taïwan Youth Corps for Anti-communism and Nation-saving.

Parallèlement, de nombreux leaders de la société civile et des intellectuels de la classe moyenne regrettent tant la faiblesse du pouvoir législatif comme gardien des valeurs démocratiques, de la justice, des droits humains et des intérêts nationaux, que la forte représentation du KMT en son sein. Plus de quarante organisations et mouvements sociaux ont d'ailleurs uni leurs efforts dès avril 2007, afin d'établir l'organisation sociale Citizen Congress Watch dont l'objectif est donc de surveiller de près le comportement des membres du pouvoir législatif, le respect des règles et la qualité des interpellations à l'égard du pouvoir exécutif.

Tous ces développements et cette effervescence de la société civile sont à considérer comme le signe d'une contestation des orientations conservatrices du gouvernement du KMT, tant en interne que vis-à-vis de l'extérieur. Depuis fin 2008, plus de dix organisations de grands mouvements sociaux mobilisés pour l'environnement,

le travail, la protection sociale, le genre, les minorités ethniques, la réforme judiciaire, la réforme de l'éducation, la réforme des médias, les étudiants et les jeunes, ajoutées à l'association *Citizen Congress Watch*, ont joint leurs efforts pour défendre leur propre existence face aux politiques du KMT qui a une nouvelle fois gagné l'élection présidentielle en 2012. Ils ont décidé de lancer une nouvelle longue marche, pour s'opposer au recul démocratique. Parmi eux, de nombreux activistes sociaux étaient déjà là dans les combats des années 1980. Trente ans plus tard, ils entendent conjurer toute régression démocratique. La tâche est ardue, pleine de défis et de risques.

Deux autres défis : l'indépendance de la justice et des médias

Le succès ou l'échec de la société civile pourra notamment être évalué sur deux enjeux précis. Tout d'abord, sur le fonctionnement du système judiciaire. Dépendante du pouvoir à l'époque de la loi martiale, un peu moins après le premier changement de régime, sous le gouvernement du DPP, la justice est revenue sous l'influence du KMT ces dernières années. Les sondages d'opinion confirment d'ailleurs le peu de confiance de la population à l'égard de cette institution. Dans pareil environnement, il est difficile d'imaginer que les organisations sociales mobilisées sur ce thème puissent bénéficier d'un traitement juste lorsqu'elles sont confrontées à l'appareil d'État conservateur.

Ensuite, l'establishment médiatique, excepté un ou deux journaux, a longtemps été sceptique, voire hostile aux activités de la société civile au cours de la lutte pour la démocratie, par le passé. Sous le régime autoritaire du KMT, les journaux, la télévision et les radios étaient sous surveillance. Ceci explique cela. Seuls quelques jeunes journalistes éclairés et indépendants d'esprit ont osé parler honnêtement des activités des mouvements sociaux dans les années 1980 et des réformes politiques constitutionnelles dans les années 1990. Leurs reportages et leurs analyses ont été cruciaux pour éviter que les protestations soient totalement supprimées et pour leur donner une légitimité croissante aux yeux du grand public dans le processus de transformation démocratique.

Mais depuis une dizaine d'années, promus dans leur rédaction, ces journalistes ont quitté les premières lignes sur le terrain. Et leurs successeurs, la nouvelle génération, manquent totalement de

sensibilité à l'égard des luttes civiles et sociales. Pour aggraver la situation, certains médias, en particulier le Want Want China Times Group, la société mère d'un quotidien et d'un réseau de télévision, acquise en 2008 par un homme d'affaires taïwanais qui a fait fortune en Chine, font dans l'autocensure pour s'assurer que leurs émissions ne portent pas atteinte au régime de Pékin ou au KMT.

Le propriétaire du Want Want China Times Group, qui n'a pas vraiment idée de ce qu'un média devrait être en démocratie, a même ordonné aux siens de lancer des attaques personnelles contre les universitaires, les étudiants ou les journalistes qui osent le critiquer... en raison notamment d'une interview scandaleuse donnée début 2012 à un journaliste basé à Hong Kong, dans laquelle ce magnat de la presse nie que les événements du 4 juin 1989 sur la place Tian'anmen à Pékin aient constitué un massacre.

Outrés par l'ensemble des violations du Want Want China Times Group, en matière d'autonomie des médias ou d'honnêteté intellectuelle, un certain nombre de journalistes et d'éditeurs consciencieux ont démissionné en signe de protestation. Une coalition anti-Want Want China Times, ainsi qu'une association de défense de l'autonomie des journalistes ont été constituées parmi les militants critiques des médias, l'Association des journalistes de Taïwan et les étudiants, de façon à poursuivre leurs protestations et à exercer leur vigilance. De leur réussite dépendent en partie la vitalité et la qualité de la dynamique de la société civile à l'avenir.

Traduction de l'anglais : Carlos Mendoza